



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

à l'occasion de la Réunion d'information du Conseil exécutif

Discours consolidé

UNESCO, le 23 juin 2015

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureuse de pouvoir rendre compte des activités menées par l'UNESCO depuis la dernière session du Conseil exécutif, et de répondre aux questions que vous avez posées.

Vous l'avez constaté, nous avons engagé une accélération très nette du rythme de nos activités.

- Plus nous approchons des échéances importantes de cette année – adoption de l'agenda post 2015, Conférence Paris Climat 2015 – plus la pression augmente, et plus l'UNESCO doit intensifier son action.
- Les ravages de l'extrémisme violent, en Iraq et en Syrie, s'étendent à d'autres pays, au Yémen, en Libye, avec des destructions considérables de patrimoine culturel, relayées par une propagande fanatique qui cible directement les jeunes, et l'UNESCO se mobilise.

Nous sommes d'abord totalement engagés dans la mise en œuvre de la résolution 2199 du Conseil de Sécurité, qui interdit le commerce des biens culturels en provenance d'Iraq et de Syrie.

J'ai déjà réuni l'ensemble de nos partenaires sur ce sujet – INTERPOL, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les douanes, les musées, le marché de l'art.

Nous avons établi une plateforme d'experts, qui est pleinement opérationnelle, pour coordonner l'action de chacun.

Nous avons défini une feuille de route.

Nous avons distribué à l'ensemble des Etats Membres des lignes directrices pour la mise en œuvre de ces mesures.

Je voudrais saluer les Etats qui nous ont remis leurs rapports sur la mise en œuvre de la résolution 2199, et qui montrent des changements concrets dans les législations, dans la coordination des services nationaux, dans la lutte contre le trafic illicite...

Nous avons déjà reçu 17 rapports au total, et j'invite les Etats Membres qui ne l'ont pas déjà fait à suivre cette voie.

Je salue aussi les autorités de Finlande, Jordanie, Liban, Turquie, Royaume-Uni, Etats-Unis, qui ont saisi des objets exportés de façon illégale, en vue de leur restitution future.

L'enjeu est de mieux coordonner l'action des différents services et de ce point de vue l'initiative de la réunion à Bonn des Présidents des Comités des Conventions Culturelles de l'UNESCO est bienvenue, pour consolider la mise en œuvre de nos instruments normatifs.

L'UNESCO a été à l'avant-garde de la réflexion sur les liens entre la culture et la sécurité, et ce point est désormais largement partagé par la communauté internationale.

Nous travaillons désormais sur la façon de traduire ce lien sur le terrain – par l'intégration de la culture dans le mandat des forces de maintien de la paix, ou par

d'autres moyens comme le suggère la délégation du Tchad, et il revient aux Etats Membres de déterminer les moyens les plus adéquats.

Nous réunissons les experts – nous l'avons fait le 1^{er} juin, avec le Sous-Secrétaire d'Etat américain M. Stengel, et la Secrétaire d'Etat adjointe, Mme Ryan, à l'UNESCO et encore la semaine dernière, les 17 et 18 juin, pour une table ronde consacrée à la reconstruction du patrimoine.

Je suis intervenue auprès du Conseil de Sécurité lors d'une réunion restreinte le 27 avril, sous la présidence de la Jordanie.

Je me suis exprimée, à l'invitation du Ministre des Affaires étrangères de la France, M. Laurent Fabius, le 2 juin dernier, lors de la réunion ministérielle de la coalition anti-Daesh.

J'ai participé avec la Ministre de la Culture de la France, avec le Président du Louvre, avec le Sous-secrétaire d'Etat américain et le Président de l'ICOM au lancement de la liste rouge des objets irakiens en péril, mise à jour cette année et élaborée par le Conseil International des Musées, à qui je veux rendre hommage.

Nous agissons dans trois directions en parallèle :

1. sur le plan technique avec les professionnels du patrimoine,
2. sur le plan de la communication, avec la campagne #unite4heritage, #unispourlepatrimoine.
3. sur le plan politique, avec l'ensemble des Etats membres.

Nous allons lancer une coalition globale pour le patrimoine avec la Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'Allemagne, Mme Boehmer, à Bonn, le 29 juin, dans le cadre de la réunion du Comité du Patrimoine mondial.

Cette coalition prolonge le vaste mouvement engagé depuis de longs mois, avec l'adoption de deux résolutions du Conseil Exécutif de l'UNESCO...

... une résolution à l'Assemblée Générale des Nations Unies, proposée par l'Allemagne et l'Iraq, co-signée par plus de 90 Etats...

... une résolution du Parlement européen adoptée le 30 avril dernier...

... je pense aussi à l'initiative des 10 ministres de la culture des pays de la région d'unir leurs forces contre le trafic illicite des biens culturels, durant la Conférence du Caire au mois de mai dernier, à l'initiative de l'Egypte et à laquelle j'ai participé.

Et en réponse à la délégation de Guinée et des Etats-Unis, je rappelle que nous allons présenter à la prochaine session du Conseil exécutif, une stratégie globale pour la protection du patrimoine en cas de conflit, qui intégrera l'ensemble de ces dimensions.

Je note aussi l'intéressante proposition du Mexique d'adopter des standards minimum de protection du patrimoine.

Dans une large mesure, ces standards existent déjà, avec nos lignes directrices élaborées avec l'ICOM, l'ICOMOS, l'ICCROM, et sont largement utilisées.

Mais nous pourrions mieux les faire connaître, comme nous avons réussi à faire connaître les standards d'excellence du patrimoine mondial.

L'enjeu, c'est aussi d'anticiper et de prévenir ces destructions, par le travail des conventions culturelles, le renforcement des capacités, la formation des professionnels et l'éducation au patrimoine, et je rejoins la remarque faite par la Tunisie.

L'UNESCO aide à prévenir le pillage à travers des inventaires avec les musées, la sensibilisation et le renforcement des capacités.

En Libye nous venons de conclure une formation de trois jours pour 20 professionnels libyens sur le renforcement de la sécurité des musées et des sites face aux attaques.

Pour répondre à la situation tragique du patrimoine en Libye, en Iraq, en Syrie, au Yémen, nous organisons des réunions d'experts spécifiques – celle consacrée au Yémen se tiendra du 15 au 16 juillet. Nous avons des plans d'urgences pour la Syrie, mis en œuvre avec l'Union Européenne, en Iraq avec le Japon.

C'est pourquoi aussi il est vital aussi que les Etats ratifient la Convention de 1970, et celle d'UNIDROIT de 1995, qui sont des armes de prévention massives contre le trafic – de même que la Convention de la Haye de 1954 et je lance encore un appel à une ratification massive de ces instruments.

La mobilisation de la société civile, et notamment des jeunes, est la pierre angulaire de ce travail de prévention, et je réponds ici à la question du groupe arabe.

L'UNESCO a développé la campagne #unite4heritage en Iraq, lancée en Egypte, au Liban, en Tunisie, au Maroc, en Jordanie, en Libye, au Mali, qui vient aussi en soutien du programme phare « Le patrimoine aux mains des jeunes. »

Ce travail est inséparable d'une réflexion de plus grande ampleur sur la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme, avec le développement d'un contre-discours à la propagande de Daesh.

C'est pourquoi nous avons organisé ici même la semaine dernière, les 16 et 17 juin, une conférence internationale sur le thème « Engager la jeunesse pour une paix durable » avec le lancement d'un cadre d'action intégré contre l'extrémisme.

Ce travail est lui-même lié à notre action pour assurer l'accès à l'éducation pour les réfugiés et les personnes déplacés, qui sont les cibles prioritaires de la lutte contre la radicalisation, comme le souligne le Groupe Arabe.

L'UNESCO a relancé son programme pour l'accès à l'éducation auprès des jeunes réfugiés syriens, pour un montant de 70 millions de dollars – je rappelle qu'il nous en manque encore 45 millions.

Nous poursuivons le soutien psychosocial aux enseignants et la distribution de kits d'éducation d'urgence et d'équipement de base, y compris de matériel de sport.

En Jordanie, pour répondre à la saturation du système éducatif, l'UNESCO se concentre sur des solutions d'enseignement informel et non-formel.

Au Liban, l'UNESCO se concentre sur l'éducation secondaire, qui a été largement délaissée.

En Iraq, nous en sommes à 5 écoles construites, 16 écoles totalement réhabilités, environ 12500 jeunes scolarisés à Erbil, Sulymaniah, Dohouk, Bagdad, Najaf, Basrah.

La lutte contre l'extrémisme est le domaine par excellence où nous percevons la justesse de notre mandat, et l'intérêt de traiter ensemble les actions qui relèvent de l'éducation, des médias, de la culture. Cette approche globale est l'atout maître de l'UNESCO, et j'entends le faire valoir au maximum.

Mesdames et Messieurs,

Un autre aspect essentiel de notre travail concerne la préparation de l'agenda post 2015 et sur ce point également, le rythme s'est accéléré, dans les domaines de l'éducation et des sciences.

Le Forum Mondial d'Incheon, du 19 au 21 mai est une avancée décisive, qui vient parachever une campagne de longue haleine et qui nous sert de tremplin pour l'agenda post 2015.

Ce forum est un exemple de coordination inter-agences, entre l'UNESCO, l'UNICEF, l'ONU-Femmes, le Fonds des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissaire aux Réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour la population, la Banque Mondiale, le Secrétaire général des Nations Unies...

Avec 1500 participants au plus haut niveau...

Plus de 120 ministres...

160 pays représentés...

Des représentants des ONGs, de la société civile, des figures morales comme le Prix Nobel de la Paix M. Kailash Satyarthi...

Tous réunis autour d'un objectif commun, dont la formulation est acceptée par tous : *assurer une éducation équitable et inclusive de qualité ainsi qu'un apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030.*

Cette vision partagée est reprise dans la proposition d'objectif de développement durable n°4 – et permettez-moi de remercier la République de Corée pour l'Organisation de cette Conférence et le soutien infailible à la cause de l'éducation.

Il revient maintenant aux Etats d'assurer que cet objectif soit adopté lors du Sommet des Nations Unies du mois de septembre, et mis en œuvre.

Il exprime la vision de l'UNESCO, il traduit notre mandat et il entérine notre leadership de manière éclatante.

Il est certain que la réussite dépendra de nombreux facteurs.

Le premier facteur, c'est la qualité de la formation des professeurs, comme le souligne la délégation du Kenya.

L'UNESCO abrite le secrétariat de l'Equipe spéciale pour les enseignants (*Teachers Task Force*), nous avons organisé l'événement spécial dédié aux Enseignants pendant le Forum d'Incheon.

Nous allons poursuivre ce travail et tout spécialement pour l'Afrique, en rapprochant les équipes de la Task Force et de celles de l'IICBA, notre Institut pour les enseignants en Afrique.

Un autre facteur de réussite, c'est naturellement le financement, comme le soulignent les délégations du Tchad et de la Guinée.

La déclaration d'Incheon appelle à élever le niveau d'investissement national en éducation, de 4 à 6% du PIB.

L'UNESCO recommande de cibler les publics les plus désavantagés, de mobiliser le secteur privé, de renforcer la gouvernance des financements afin d'optimiser leur efficacité.

Il est clair que des investissements supplémentaires seront nécessaires.

Le développement des nouvelles technologies est un autre levier pour agir.

Là aussi, l'UNESCO a été dans son rôle en organisant le *Forum de Haut Niveau sur l'éducation en ligne*, du 9 au 11 juin, et la *Conférence de Qingdao* les 23 et 25 mai, avec le soutien de la Chine, l'OCDE, ONU-Femmes et le Groupe Wei Dong.

La déclaration de Qingdao présente des recommandations fortes pour mobiliser le potentiel des nouvelles technologies de l'éducation, que nous espérons intégrer dans l'agenda post 2015.

L'ensemble de ce travail ne peut porter ses fruits que sur la base d'informations fiables et d'un suivi rigoureux des actions.

En réponse à la délégation de l'Angola, nous avons reçu 133 évaluations nationales des avancées de l'Education pour tous en Afrique – elles sont toutes disponibles sur notre site Internet.

Ces évaluations ont été intégrées dans rapport de Suivi de l'Education pour tous 2015, et servent de base à la préparation de la conférence sur la mise en œuvre des objectifs de l'éducation post 2015 en Afrique, co-organisée par l'UNESCO et l'Union Africaine, et je veux assurer l'Angola et l'ensemble du groupe Africain que les deux institutions travaillent étroitement en ce sens.

Nous devons également mettre en place, comme le souligne le Togo des mécanismes de suivi adaptés, en s'appuyant, dans la mesure du possible, sur les outils existants.

Cette architecture globale sera définie de façon collégiale, avec les agences sœurs, le Comité directeur de l'Education pour tous et le groupe de travail ayant la charge

de consulter les Etats Membres à toutes les étapes – c'est un point crucial, qui a été soulevé également par la délégation de l'Inde.

En effet, le nouvel agenda pour le développement doit être universel, non seulement dans son *élaboration* mais plus encore dans sa *mise en œuvre*, et chaque Etat Membre y prendra part égale : des objectifs peuvent être définis au niveau mondial, mais c'est au niveau national qu'il faut définir les outils et les cibles pertinentes.

C'est aussi la grande leçon des Objectifs du millénaire : les Etats ne demandent pas de programmes d'aides, mais des politiques publiques plus fortes, qui leur permettent de se passer de l'aide, et ce travail, ce sont justement les agences spécialisées comme l'UNESCO qui le mènent à bien – l'agenda post 2015 est un agenda pour les agences spécialisées et l'UNESCO doit se positionner en ce sens, avec les Fonds et Programmes des Nations Unies.

Nous le voyons par exemple dans la région Amérique Latine et Caraïbes, où nous discutons actuellement avec les pays de la région pour une révision de la Convention de 1974 sur la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur.

Le Brésil a offert d'accueillir une réunion sur ce thème les 27 et 28 août, et nous espérons que la région pourra assurer le secrétariat pour engager le processus de révision.

L'Institut IESALC sera au cœur de ce processus – un nouveau Directeur est en cours de recrutement, le directeur actuel a été prolongé de 6 mois pour faciliter la transition, et nous espérons finaliser rapidement une offre de financement qui nous permettra de sécuriser le travail de l'institut, conformément à la décision du Conseil exécutif et pour répondre à la République dominicaine.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Etroitement lié à cet objectif d'éducation de qualité, l'UNESCO poursuit le travail engagé pour l'Education au service du développement durable, dans le

prolongement direct du forum d'Aïchi Nagoya en novembre dernier, qui fait partie intégrante des préparatifs de la Cop21 en décembre 2015.

Nous avons tenu la première réunion du réseau des partenaires du Plan d'Action Mondial pour l'Education au Développement durable, avec une centaine d'acteurs les plus influents sur ce sujet, réunis à l'UNESCO les 26 et 27 mai,

Ce programme est précisément le moyen, pour l'UNESCO, d'intégrer ces enjeux dans les curricula, de renforcer les capacités des enseignants, de créer les compétences nécessaires à la construction de sociétés vertes, et cela répond à la question posée par le Mexique.

Nous menons ce travail depuis plus de 10 ans, avec en particulier le soutien du Japon, et nous allons continuer.

Mesdames et Messieurs,

La science pour le développement durable et la prise en compte du rôle de l'Océan constituent un autre axe central de l'agenda post 2015, et des préparatifs de l'UNESCO pour la Cop 21.

Nous venons de célébrer la Journée mondiale de l'océan le 8 juin, avec le Ministre des Affaires étrangères de la France et Président de la Cop 21, M Laurent Fabius, le président de la république de Palau, le Premier ministre de la Barbade, Son altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco, le Vice-président des Seychelles...

Un millier de participants et scientifiques de haut niveau, et un engagement politique et scientifique exceptionnel pour alerter sur les liens entre l'Océan et le Climat.

Cette mobilisation s'appuie sur le forum *Entreprise et Climat* qui s'est tenu à l'UNESCO, les 20 et 21 mai, en présence du président de la République française M François Hollande, pour lever des financements et renforcer l'engagement du secteur privé pour le climat.

Au même moment, nous réunissons à Kuala Lumpur 26 des plus grands scientifiques de la planète dans le cadre du Conseil consultatif scientifique auprès du Secrétaire général.

Et je remercie la Malaisie d'avoir accueilli cet événement, qui constitue une autre pierre essentielle dans l'édifice de notre plaidoyer pour l'après 2015 et la Cop21.

Et nous allons maintenir cette pression avec la Conférence internationale scientifique du 7 au 10 juillet, et le Forum des Jeunes, qui sera dédié au dérèglement climatique.

En parallèle, pour répondre à la délégation du Kenya, nous poursuivons notre effort pour le développement des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation, et la mise en œuvre des recommandations du forum de Rabat en octobre 2014.

L'UNESCO vient justement d'organiser les 11 et 12 juin, à l'Ecole nationale d'ingénieurs de Tunis, un atelier destiné à renforcer le réseau des universités pour le développement de politiques scientifiques à l'échelle africaine.

Comme le souligne le Togo, le développement de ces filières universitaires scientifiques est essentiel pour l'émergence de politiques scientifiques nationales durables.

C'est pourquoi nous avons renforcé nos activités d'éducation scientifique, notamment le programme Microscience en Afrique. Il a été mis en œuvre avec succès aux Comores, et le sera très prochainement au Libéria, en Zambie, au Cap Vert, en Guinée Equatorial et au Congo.

Le Programme international relatif aux sciences fondamentales (PISF) a mis en œuvre de nombreux programmes de formations dans le cadre de l'Année internationale de la lumière en 2015.

Nous avons également soumis plusieurs projets de politiques scientifiques, technologiques et d'innovation aux principaux bailleurs régionaux comme la Banque de développement africaine, et la Commission de l'Union Africaine.

Le financement de ces politiques et de la recherche est crucial, et je rejoins le point soulevé par le Nigéria.

Notre stratégie consiste à la fois à utiliser les événements à forte visibilité et les années internationales pour attirer des donateurs, à renforcer nos liens avec le secteur privé, Phosagro, Airbus, Intel, en s'appuyant également sur nos centres de catégories 2.

Les recommandations du Conseil consultatif scientifique jouent un rôle indirect pour lever des fonds, et nous allons relayer leurs recommandations à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, à Addis Abeba du 13 au 15 juillet.

En réponse à la Tunisie, c'est par l'ensemble de ces mesures que nous voulons combler le fossé Nord/Sud dans le domaine scientifique.

Et c'est toute cette expertise que nous voulons apporter à la Conférence Cop21.

Comme vous le savez, c'est un point soulevé par le Yémen, l'UNESCO n'a au sens strict qu'un rôle d'observateur dans ce processus: les préparatifs, les négociations, la décision finale relèvent des Etats Membres.

Naturellement, l'UNESCO entend être un observateur actif, présent, et nourrir la discussion autant qu'il nous est possible, en étroite coopération avec la France.

Mesdames et Messieurs,

Dans le domaine de la sécurité des journalistes, et pour répondre à la question des Etats-Unis, j'ai nommé la journaliste britannique Christiane Amanpour comme notre envoyée spéciale pour la liberté d'expression.

Nous sommes en train de finaliser un plan d'action complet avec elle, elle est une porte-parole de renommée mondiale, et va jouer un rôle central dans la Conférence pour accélérer la mise en œuvre du Plan d'action pour la sécurité des journalistes que nous organisons en février prochain.

Nous travaillons avec *l'Inter-American Court of Human Rights* sur un séminaire de formation des acteurs judiciaires qui se tiendra au Costa Rica au mois d'octobre.

Nous avons célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai à Riga, avec une très forte déclaration en faveur de la liberté d'expression pour le développement durable et le rôle des sociétés du savoir dans l'agenda post 2015 – et je veux saluer la Lettonie pour son engagement dans ce domaine.

Et je voudrais saisir cette occasion d'annoncer que j'ai décidé de ré-ouvrir au recrutement le poste de Sous-Directeur Général pour la Communication et Information, afin de renforcer notre action dans ces domaines, dont nous mesurons chaque jour un peu plus l'importance vitale pour lutter contre l'extrémisme.

Nous avons célébré le 10^{ème} anniversaire de la Convention de 2005, avec la réunion des Parties à la Convention et la présentation, à Bruxelles, des bons résultats du projet de développement des politiques culturelles mené depuis 2002 dans 13 pays en développement, avec le soutien du Commissaire européen au développement et à la coopération.

C'est un nouvel élément important de notre plaidoyer sur culture et développement dans l'agenda post 2015.

Le rayonnement de l'UNESCO vaut par sa capacité à proposer des idées nouvelles, à mobiliser les intellectuels, et je rejoins totalement la question soulevée par la République dominicaine.

C'est un sujet qui est au cœur des activités du Secteur des Sciences humaines et sociales mais qui irrigue en réalité l'ensemble de nos programmes.

C'est l'océanographe Gilles Bœuf qui nous a fait une présentation lumineuse sur la science de l'Océan, ses beautés, ses défis.

C'est le sociologue Gilles Kepel, qui est intervenu sur la radicalisation des jeunes.

C'est le Prix Nobel Hiroshi Amano, venu ici parler du rôle de l'innovation pour le développement.

C'est le forum académique de 40 chaires UNESCO organisé durant le forum de Baku du 18 au 20 mai dernier, pour réfléchir à la notion de rapprochement des cultures, et renforcer les liens avec les intellectuels dans ce domaine.

Dans le même temps, il est indispensable que les idées soient mises en œuvre, et il est essentiel d'assurer la mise en œuvre des bonnes intentions exprimées dans les forums, comme le Forum des jeunes par exemple.

C'est pourquoi l'UNESCO a introduit, comme une nouveauté du dernier forum, en plus des recommandations, 15 projets à mettre en œuvre avec le label du forum.

Jusqu'à présent, le suivi des recommandations du Forum des Jeunes par les Etats membres se sont réduites à quelques propositions au titre du programme de participation.

Les Etats membres pourraient ne pas seulement prendre note de ces recommandations, mais assurer leur mise en œuvre. Ni les jeunes ni le Secrétariat ne peuvent agir seuls.

En ce qui concerne la priorité Afrique, le Nigéria suggère de prendre exemple sur le Programme unifié mis en œuvre par l'UNESCO en 1992 pour l'Europe centrale et de l'Est (PROCEED) après la chute du mur de Berlin.

Ce programme unifié entre plusieurs pays avait l'avantage d'améliorer la coordination pour plus d'efficacité.

C'est précisément cette logique qui a été adoptée avec la stratégie opérationnelle pour la priorité Afrique, pour coordonner l'action des secteurs, des bureaux hors siège, en lien avec les Etats Membres, l'Union Africaine, les partenaires régionaux.

Cette stratégie a été adoptée par la Conférence générale, et elle vise, exactement comme PROCEED, à renforcer la coordination de tous les différents acteurs.

J'en profite pour saluer l'initiative de l'Angola pour la mise en place d'une « *Journée pour le patrimoine mondial africain* », et je sais que nos équipes travaillent déjà pour sa mise en œuvre.

Ladies and Gentlemen,

To continue, the Organisation must be ever sharper in delivery, ever more effective and efficient, in taking forward the programmatic priorities of the new post-2015 agenda, which calls for an ever greater focus on improving the delivery of the Organisation.

This is why I remain firmly committed to reform, to position UNESCO as global leader in its fields of competence.

The Fit for Purpose Initiative is designed to support the effective delivery of the Sustainable Development Goals, launched in line with the initiative of the United Nations Secretary-General to prepare the United Nations system to be transformative in supporting Member States and implementing the post-2015 agenda -- through continuous improvement to do more for less, optimize delivery, and embed a learning culture in the Organisation and across the system.

To these ends, at UNESCO, the Programme Management Committee will lead movement across four axes, as detailed in the information already provided and available.

This is in line with the wider reform being led across the United Nations system, as reviewed by the Chief Executives Board, linked as well with ECOSOC and the Quadrennial Comprehensive Policy Review, to strengthen the actions and delivery of all parts of the system together.

I look forward to further discussions with Member States on this initiative at UNESCO, which is backed also by strong internal communication.

Last month, I launched the *CONNECT-U* initiative, to improve delivery through increased collaboration, efficiency and visibility.

CONNECT-U is the result of innovative cooperation between field offices in Abuja, Addis Ababa, Dakar, Harare, Nairobi, and Yaoundé, with the support of Headquarters, managed through the Dakar Office and promoted globally.

Let me thank Sweden for its generous support to this initiative.

In similar spirit, I approved the *2015 Communication Action Plan*, to strengthen the visibility of UNESCO's work, building also on the recommendations of the 2014 audit of the Internal Oversight Service.

As you know, UNESCO joined the *UN Transparency Initiative*. This year, with the help of the United Kingdom, to whom I am very grateful, we developed the Transparency Portal, to be fully transparent, provide guidance for future investment, and modernize monitoring and reporting.

You can find out more about this at the stands right outside this room.

In reply to Yemen, let me say work is ongoing to strengthen management support and streamline administrative tasks.

This is a very dynamic process, with Sectors standing at different stages of transformation, including in terms of the review of Executive and Administrative Offices – this is also a complex process, involving actions across the Organisation, with a view to being further ready in early 2016.

Yemen raised a question about voluntary separation.

The *2015 Voluntary Mutual Separation Scheme* was launched on 23 March, 2015 -- staff who wish to leave under conditions which are mutually beneficial to staff and the Organization, and in the Organization's interest, are invited to express interest by 31 July, 2015.

As of 16 June, 44 requests have been submitted, 29 offers have been issued and 21 accepted, 3 requests have been refused, and 15 are being processed.

This is important also for the rejuvenation of staff, as it is associated with the opening of new recruitments.

Je remercie Guinée pour la question sur les retraites.

Les accords entre CIGNA, gestionnaire actuel de la Caisse d'assurance maladie de l'UNESCO, et le Groupe de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, sont en cours de révision, suite à un changement de direction du groupe.

En attendant le nouvel accord, le Secrétariat de la CAM travaille avec CIGNA et le Groupe AP-HP, pour traiter les demandes au cas par cas, afin d'assurer chaque admission, en tenant compte des exigences des différents établissements.

In response to Nigeria, let me underline the efforts devoted to the appointment of senior posts in field offices.

Since the Executive Board, the Head of the UNESCO Office in Windhoek (Namibia) and the UNESCO Office in Khartoum (Sudan) have taken up their positions.

Appointments have been made to the Director of the Multi-Sectoral Regional Office for West Africa in Abuja (Nigeria), Director of the UNESCO Office in Kingston (Jamaica), Head of the UNESCO Office in Ramallah (Palestine) and the UNESCO Office in Libreville (Gabon), for which Government Clearance is pending.

Recruitment is underway for the Director positions in Jakarta, Havana, Beijing and Kabul – with recruitments in the pipeline for the Director positions in Iraq, Almaty, Apia and Addis Ababa.

I wish to thank Italy for the question about travel policy.

I have led deep reform over the past biennia to reduce expenditure, enhance effectiveness and efficiency, and align with best practices in the United Nations system. In fact, UNESCO is very much leading the way in the United Nations system in this area.

Measures have included:

- Mandatory advance booking of air tickets, introduced in 2011, resulting in average saving of 15% per ticket.

- Mandatory travel by train on trips up to 4 hours in Europe, introduced in 2011.
- The change in the business class travel policy – UNESCO was the first agency of the UN system to do so -- decreasing costs by an estimated \$1.3 million in 2014 alone.
- Reducing contractual costs of the travel agency in 2012 with an estimated saving of \$350,000 per annum.
- Introducing a provisional measure to statutory entitlements, decreasing the percentage of lump sum allowances paid, resulting in some \$376,000 savings for 2014.
- Releasing an integrated travel planning tool in 2013, to reduce costs and administrative tasks.
- Introducing an electronic travel claim in 2014, to improve workflows.

As a result, there has been a reduction of close to 45% in staff mission travel cost on the regular programme from 2010 to 2014, and this will continue, including through improved reporting and dashboards.

All this is taken forward within the agreed budget envelope, and I wish to address here the issues raised by Germany, Sweden and Nigeria.

The approved 37 C/5 remains the framework for the Organization's work.

The \$518M expenditure plan is fully prioritized and respects the scale determined in 2013, for the biennium 2016-2017.

A prioritization exercise was carried out in 2013 — it is for Member States to decide whether this scale can be used to prepare the 39 C/5, or whether it needs to be adjusted.

Regarding unpaid contributions, these stand, as of 31 May, 2015, at \$476.8M.

For the current biennium, \$429.2M has been collected.

Concerned Member States have received two reminders for payment, and a document on the status of voting rights at 30 June, 2015, will be submitted to the General Conference.

In reply to Nigeria, as requested by Executive Board, I will present a list of proposed improved Expected Results, Performance indicators and Targets for the Draft 38 C/5 \$518M Expenditure Plan.

These have been developed through workshops involving relevant staff – along with 9 Advanced Results-Based Management Workshops, involving 115 participants, followed by individual or team coaching.

En réponse au Canada, je tiens à rappeler que le Conseil exécutif a demandé de veiller à ce que le 38 C/5, dans le scénario à \$653/667M, soit mieux aligné avec le 37 C/5.

Pour ce qui est des modalités d'examen du projet de 38 C/5 par les Commissions, la base des discussions restera le Projet de 38 C/5, le document 38 C/6 avec les recommandations du Conseil exécutif, et le 36 C/6 Addendum, qui émanera de la prochaine session du Conseil exécutif.

Il n'y a, donc, pas de changement par rapport à la procédure habituelle.

Comme le suggère le Canada, le Secrétariat va accompagner les Etats membres au niveau des Commissions.

Il nous semblerait utile, par exemple, de produire, sous forme de document de travail, le texte des Résolutions contenues dans le volume 1 telle que révisées.

In response to Sweden, Canada, and Denmark, I remind you the General Conference traditionally holds a discussion in Commissions about the future C/5 documents and adopts a decision setting out parameters for the document.

I expect this to continue, especially as the 39 C/5 (2018-2019) will open a new quadrennial programme and the General Conference will take place immediately after the adoption of the post-2015 agenda.

It would be useful for Member States to debate opportunities and challenges facing the Organization -- this will help prepare the 39 C/5 and inform the “structured dialogue on financing” planned for early 2016.

The Secretariat will prepare a discussion paper for each Commission, whose outcome would be captured in the resolution to be adopted by the General Conference on the future 39 C/5.

Denmark suggested the General Conference debate be informed by “*conduct[ing] an evidence-based assessment of the ongoing programme*” -- the decision of the Executive Board at its last session was for the Secretariat to submit a Strategic Results Report in the third spring of each quadrennium – in this case, spring 2016.

By the same decision, the Executive Board recommends the General Conference endorse this [new] approach to reporting, which would also “*mean suspending paragraph (k) of 37 C/Resolution 98 concerning provision of a mid-term assessment of progress made in the achievement of expected results during the 2014-2015 biennium*”.

This means we now have a new process and a new document, drawing also on recent evaluations and audits.

A number of audit, oversight and accreditation exercises have taken place this year.

The audit of the 2014 financial statements was completed last week -- no issues were identified that would lead to a qualification of accounts.

The External Auditor reviewed the Emergency Fund in response to questions from the Executive Board Bureau, and I understand a report will be issued shortly.

As you know, the External Auditor presented his interim report on governance to the Executive Board, when the Secretariat was requested to follow up on a cartography of Governing Bodies.

In line with Resolution 37 C/96, the final governance audit report will be presented by the External Auditor at the 197th Executive Board and the 38th General Conference.

A draft was submitted to the Chairs of the Governing Bodies and myself -- the Secretariat will respond by 3 July, 2015.

The independent Oversight Advisory Committee held their 2nd annual meeting in Paris last week, meeting with the Secretariat and External Auditor -- I had an excellent discussion with them and the report will be provided to the 198th Executive Board.

In addition, there are the external reviews being undertaken.

The European Commission just conducted an on-site assessment, covering seven pillars relating to financial management, accountability and internal controls -- I am pleased to report results were positive.

Ongoing exercises include the External Auditors review of the status of implementation of audit recommendations, to be submitted by the Secretariat next week for a report at the 197th Executive Board -- I wish to underline the importance of this review, to clarify questions raised by Member States in the past.

In March, the Norwegian Ministry of Foreign Affairs announced a review of nine United Nations organisations, including UNESCO.

The United Kingdom Department for International Development Internal Audit team is at UNESCO this week, as part of a Central Assurance Assessment exercise.

I look forward to the results of these exercises, which are essential for the Organisation, and for Member States.

I would refer here once again to the Fit for Purpose Initiative, being lead forward at UNESCO, in in line with the process underway across the United Nations system, to sharpen programmatic priorities in line with the demands of Member States and to enhance all delivery to these ends.

Let me refer to the question of Malaysia regarding the Evaluation of the *Strategy for Technical and Vocational Education and Training (TVET) (2010-2015)*.

The Evaluation will be essential in crafting a new Strategy, and this is why the Evaluation has consulted with all relevant stakeholders, including the International Labour Organization – the report will be ready for the next Executive Board.

I wish to address the questions raised by Tunisia and Angola regarding field offices.

The decentralization strategy is designed to promote a country presence that is flexible, adaptive and *adapted* to needs.

As you know, the first phase has been rolled out in the Africa region, while further implementation has been postponed.

Opening a national office would require giving consideration to the functionality of the overall regional structure – it would also need to take into account the review of the sustainability of the field network being prepared for the 199th Executive Board.

This being said, I am determined to promote flexible approaches for country-level action, through desks or project antennas, where the Organization's presence is essential.

I expect the ongoing Review of Lessons Learnt from field reform in Africa to examine financial and human resources allocated to field offices, in order to determine where support is most needed.

In reply to Yemen, I wish to underline the framework for extrabudgetary activity is clear, determined by the Governing Bodies, to ensure this reinforces the regular programme.

Let me underline again how committed I am to maximal transparency here, including through UNESCO's new *Transparency Portal*.

A number of Member States requested clarification regarding the Leaders' Forum – namely the Dominican Republic, Hungary and Germany, as well as Yemen.

As guided by the decision of the Executive Board, and I wish here to commend Member States, the dates for the Leaders' Forum were chosen to focus on a symbolic moment around the 70th anniversary of the adoption of UNESCO's Constitution.

In this light, this year, the format of the Forum will highlight the visions of Heads of State and Government of UNESCO, as it celebrates 70 years of action and as the world and the United Nations system transitions to a new agenda.

In this spirit, an invitation has been extended to Heads of State and Government of all Member States.

Former Director-Generals are invited also to celebrate the anniversary, which will feature also an evening with the *World Orchestra for Peace*.

This will be the culmination of celebrations that started on 31 October, 2014, with the tribute to Nelson Mandela, including the Special Event on April 28, coinciding with the meeting of the United Nations Chief Executives Board, in the presence of the United Nations Secretary-General, Mr Ban Ki-moon, and the forthcoming seminar on 28-29 October 2015, on *70 years of UNESCO Ideas and Actions: Making a Difference*.

Let me take this opportunity to express deep gratitude to Member States that have supported these celebrations, including UNESCO Goodwill Ambassadors and other partners, without which the celebrations would not have been undertaken with such scale.

Hungary raised a question about the meeting of the National Commissions on 2 November.

Following discussions by the Tripartite Working Group, on the basis of the proposal of the Canadian National Commission, it has been decided to hold a global meeting of National Commissions, instead of numerous regional and sub-regional meetings.

The first meeting was hosted by Kazakhstan in July 2014, for which I am deeply grateful.

As announced during the 196th Executive Board, and in the Newsletter of National Commissions, the Secretariat proposes to organize a second meeting on the occasion of the General Conference, on 2 November, here in Paris, at Headquarters.

The United States of America raised a question about the access of girls and women to ICTs.

UNESCO is working across the board here – for instance, through the *YouthMobile Initiative* and capacity-building, notably in Africa.

This year, these issues were explored during Mobile Learning Week and the Broadband Commission for Digital Development, the *World Education Forum* in the Republic of Korea, and the *International Conference on ICTs and Post-2015 Education* in China.

Access to ICTs stand at the heart of the Joint Programme -- *Empowering Adolescent Girls and Young Women through Education* -- UNESCO launched with UN Women, the United Nations Population Fund and the World Bank.

I created the *Intersectoral Platform for ICT in Education* precisely to focus on how ICTs can contribute to quality education for all.

Let me also highlight the *Global Alliance on Media and Gender* as well as the UNESCO Gender-Sensitive Indicators for Media.

Let me thank Germany, the Czech Republic, Lithuania, Poland, Sweden and Latvia for questions regarding follow-up of the situation in Crimea (Ukraine) in UNESCO's fields of competence.

UNESCO remains guided by the United Nations General Assembly Resolution of 27 March, 2014, on “Territorial Integrity of Ukraine,” which “*affirms its commitment to the sovereignty, political independence, unity and territorial integrity of Ukraine within its internationally recognized borders.*”

To implement the recent Executive Board Decision, in consultation with the Permanent Delegation of Ukraine, I organised an Information Meeting on 2 June, 2015, to which I invited the following organisations, given their relevance to UNESCO’s fields of competence and existing partnership relations:

- The United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights;
- The Office of the Commissioner for Human Rights, Council of Europe;
- The Representative on Freedom of the Media of the Organisation for Security and Cooperation in Europe;
- The International Council on Monuments and Sites;
- Amnesty International (Official Partner of UNESCO, Associate Status).

The Commissioner for Human Rights, Council of Europe, was not able to attend, but he requested that I draw the attention of Member States to his most recent report on the issue, which I did.

The Information Meeting provided the framework for presentations by Dunja Mijatović, Representative on Freedom of the Media, Organisation for Security and Cooperation in Europe, Stephan Oberreit, Director of Amnesty France, Marie-Laure Lavenir, Director-General of ICOMOS, as well as Ruth Marshall, from the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights.

I will present a report to the 197th session of the Executive Board, drawing on the results of the Information Meeting, on latest developments in Crimea and Sebastopol (Ukraine), as well as on existing and planned actions within UNESCO’s fields of competence.

I look forward to further guidance from Member States as to UNESCO's role in monitoring the situation in the Organisation's fields of competence.

In 2011, the 36th General Conference agreed on Resolution 53 that requires the Organization to “*(m)onitor, in close cooperation with other United Nations bodies and other relevant organizations active in this field, the status of press freedom and safety of journalists, with emphasis on cases of impunity for violence against journalists, including monitoring the judicial follow-up through the Intergovernmental Council of the International Programme for the Development of Communication (IPDC) and to report on the developments in these fields to the biannual General Conference*”.

UNESCO published the Report on *World Trends in Freedom of Expression and Media Development* last year, and this will be taken forward on a quadrennial basis -- and I wish to thank Sweden once again for all its support to this important work.

The national assessments of *Media Development Indicators* UNESCO conducts at the request of Governments may also be useful.

In this field, UNESCO maintains contacts with international professional unions as well as unions and civil society organisations in Ukraine and the region.

The Organisation follows the work of the OSCE Representative on Freedom of the Media – for instance, UNESCO participated recently in the OSCE *Conference on the Safety of Journalists*, exploring developments in Ukraine.

Close contacts are maintained with the International Federation of Journalists, and the European Federation of Journalists.

In addition, UNESCO maintains working contacts with the Ukrainian Union of Journalists and the Union of Journalists of Russia.

In the Culture Sector, let me underline the mechanisms available under the 1972 Convention, which include the provisions for reactive monitoring missions as well as periodic reporting.

The Secretariat maintains contacts with its partners, including ICOMOS, ICCROM, and those of the *International Committee of the Blue Shield*, bringing together ICOM, ICOMOS, the International Council on Archives and the International Federation of Library Associations and Institutions.

The Secretariat has requested the support of those organizations for information concerning moveable and immoveable cultural heritage.

The World Heritage Centre is in contact with the Ukrainian focal points for World Heritage.

No direct and immediate physical threats to the inscribed property “Ancient City of Tauric Chersonese and its Chora” or to the four sites on the Tentative List have been reported.

We are in contact with INTERPOL and the World Customs Organization concerning moveable heritage -- INTERPOL and the World Customs Organization have not shared information about cases of trafficking.

For instance, during the 5th session of the Meeting of States Parties to the 2001 UNESCO Convention, in April 2015, the Ukrainian Permanent Delegation confirmed that the *Underwater Archaeology Centre for the Black Sea Region*, inaugurated in June 2013 with the support of UNESCO, along with the first Ukrainian museum related to underwater cultural heritage in Feodosya, Crimea, was being re-established in Nikolayev.

En réponse a la République dominicaine, je tiens à souligner le rôle stratégique de la Division pour l'égalité des genres, à travers toute l'Organisation et tous ces domaines de compétence, pour mettre en œuvre le *Plan d'action de l'UNESCO pour la priorité Égalité des genres (2014-2021)*.

Dans ce sens, la Division effectue une analyse globale par genre de l'ensemble des plans de travail de toutes les unités du Secrétariat, au siège et hors-siège, pour les activités du Programme ordinaire et les projets extrabudgétaires.

Nous considérons aussi la possibilité d'adapter les indicateurs liés à l'égalité des genres au niveau régional, pour permettre un meilleur suivi des progrès accomplis - travaillant avec l'Institut de l'UNESCO pour les statistiques et les Secteurs, sur l'amélioration des indicateurs sur l'égalité des genres dans tous les domaines de compétence de l'UNESCO.

Les indicateurs liés à l'égalité des genres seront très importants pour mener à bien le nouvel agenda post-2015.

Ladies and Gentlemen,

This was the information to which I wished to draw your attention.

Thank you for your questions.